L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux, No 72, rue de Carondelet

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI, 7 DECEMBRE.

LE MESSAGE PRESIDENTIEL.

Nous ne dirons pas que le message du président Johnson nous a désappointé, car nous avions déjà bien de croire que le président avait abandonné la partie. Lorsque en effet, M. Johnson a levé la suspension de l'*habeas corpus* dans les Etats Unis en exceptant de cette mesure les Etats déclarés jadis en insurrection, il a établi lui même une démarcation qui devait servir d'argument aux républicains pour refuser d'admettre les représentants de ces Etats au Congrès. Ayant ainsi sapé par la base la théorie sur laquelle reposait son plan de reconstruction, il ne pouvait compter sur la sympathie de ce plan. L'impression que nous a laissée la lecture de la première partie du message est que M. Johnson a exposé ses vues par manière d'acquit de conscience, sans aucun espoir de succès. On sent dans cette dissertation froide et sans énergie une sorte de découragement. Que ce découragement ait été causé par l'acquiescement incomplet des Etats du Sud à ses idées ou par la certitude de les voir rejeter par la majorité écrasante des républicains dans le Congrès, il n'en perce pas moins dans le ton général du message.

Cependant, nous devons rendre au Président cette justice qu'il a montré un, moins théoriquement, la politique qu'il avait annoncée et qu'il en a développé les divers points avec une certaine habileté. Il use, d'une part, le droit de séparation, mais il affirme l'existence et les droits des Etats garantis par la Constitution. Il fait ressortir l'incompatibilité du régime militaire avec l'existence même de l'Union, et s'il croit devoir exiger des garanties des Etats qui ont été en rébellion, il persiste à soutenir que la question de la franchise électorale doit être laissée à leur libre arbitre.

Mais dans ces deux sections adressée l'un aux Etats du Sud pour leur prouver qu'ils n'avaient pas le droit de se séparer, l'autre à la majorité pour établir que son plan de reconstruction est logical, constitutionnel et convenable sous tous les rapports, nous n'avons pas trouvé cette grande et salutaire politique, inspirée par le génie d'un homme d'Etat, et qui a le don de s'imposer aux esprits par une autorité morale irrésistible. A quoi sert la prudence du président en faveur de l'admission des envoyés du Sud au Congrès, quand elle se termine par cette phrase : "C'est à vous, maintenant, conseillers du sénat, et à vous, concitoyens de la chambre des représentants, de juger chacun pour vous même des retours d'affection et des offres de vos propres membres." Il semble ainsi renoncer à ses conclusions et il ne trouve pas un mot à dire sur les conséquences qu'aurait pour le pays le refus d'admettre le Sud.

Il y avait, cependant, une belle thèse à soutenir : c'est que le congrès des Etats-Unis, pour être reconnu comme tel par le pouvoir exécutif, devait être la réunion des mandataires des trente six Etats qui composent l'Union, et que les 184 citoyens qui se sont réunis sous la présidence de M Colfax et ont refusé d'admettre les 58 membres du Sud, ne peuvent prétendre à constituer un corps légal et constitutionnel. M Johnson a beaucoup insisté pour prouver qu'un Etat n'a pas le droit de renoncer à sa place dans l'Union ; il eut pu mettre davantage pour prouver que 22 ou même 35 Etats n'ont pas le droit de faire perdre à un seul Etat sa place dans l'Union, et que toute tentative de ce genre est une révolution à laquelle le pouvoir exécutif ne doit pas prêter la mains.

Désespérant du succès, le Président a peut-être cru imprudent de mettre de front les obstacles qu'il s'attendait à rencontrer, sauf à s'efforcer de les tourner à force de tact, de patience et de manœuvres parlementaires. Mais il lui sera bien difficile de faire rebrousser chemin à un parti qui se sent maître absolu de la situation et qui a compris que puisque le pouvoir exécutif le laissait s'engager dans cette voie, c'est que celui ci se sentait le plus faible, et en politique quand un adversaire faiblit, c'est le moment d'oser. Les républicains noirs mettront ce premier avantage à profit pour dicter leurs conditions, et la reconstruction de l'Union va se trouver indéfiniment ajournée, à moins que les relations du pays avec l'étranger ne donnent lieu à des complications nouvelles et imprévues.

La partie du message relative aux affranchis cherche à ménager toutes les susceptibilités. M Johnson y laisse, nonobstant, percer son secret désir de voir les travailleurs blancs remplacer au Sud les travailleurs noirs, et ce désir le fait même tomber dans une singulière erreur. Il semble croire que du temps de l'esclavage, la blanc n'avait pas de chance de trouver de l'emploi dans le Sud, quand il est avéré, au contraire, que les travailleurs blancs pouvaient obtenir dans les pays à esclaves des salaires doubles et triples de ceux qu'ils gagnaient dans les Etats du Nord Est et du Centre. Ses appréciations sur l'avenir des Etats du Golfe nous paraissent basées sur des idées préconçues et non sur une observation attentive des conditions du sol, du climat et de la culture dans cette région.

Nous examinerons, dans un second article, les autres parties du message.

LEGISLATURE.

Séance du 6 décembre.

SENAT.

Une communication de l'auditeur d'Etat, relative aux affaires financières a été renvoyée au comité de finances. Le sénateur Palfrey a présenté une résolution jointe pour la ratification des contrats faits par le gouverneur pour la reconstruction des levées. M. Gibson en fait remarquer que les levées n'ont que une moyenne de 31 centimes cubes et que les travaux de la commission avaient été publiés par les journaux. Pendant la discussion, la question a été renvoyée à l'ordre du jour du lundi, et le Sénat a ordonné l'impression des séances des commissaires des levées.

Lecture a été donnée d'un bill sur les salaires des employés de la Législature qui seraient ainsi fixés : secrétaire et greffier de la Chambre $2800 par an, assistant secrétaire $1200, assistant greffier $10 par jour : sergent d'armes $1500 par an, huissier $5 par jour, page $3 par jour, premier commis d'ordre $1500 par an.

Un message informe le sénat que le gouverneur a signé le bill des dépenses de l'assemblée et les résolutions de M Egan sur ses relations fédérales.

Le gouverneur a informé également le Sénat que M. Jacob Hartzer a télégraphié de Washington que les pouvoirs des membres en fonction ont été soumis à un comité conjoint du Congrès.

M. Palfrey présente un bill pour organiser les cours de district et fixer les termes de leurs sessions.

M. Lapeyre présente un bill pour suspendre la prescription des dettes dans certains cas. Ces deux bills sont renvoyés au comité du judiciaire.

Après une suspension de 30 minutes, M. Palfrey demande qu'on reprenne en considération la résolution jointe ratifiant les contrats faits par le gouverneur pour la reconstruction des levées. La résolution est alors adoptée.

Une réclamation de M. Bourgeois pour payer à Luke Dillon, ex-constable $25 pour services est renvoyée au comité judiciaire.

Le Sénat s'est réuni à la Chambre à trois heures pour l'élection des sénateurs et s'est ensuite ajourné.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à midi et la séance a été ouverte par une prière du Rév. H. M. Smith, de l'église presbyterienne.

Une communication a été reçue de M. H. Perrault, le nouvel auditeur, annonçant qu'il était prêt à donner tous les renseignements que la Chambre pourrait désirer et déclarant qu'il délivrerait son rapport régulier concernant les finances après la Législature en session régulière.

Un mémoire de certaines personnes réclamant comme leur propriété particulière $10 balancé de coton saisi dernièrement par ordre du gouvernement Wells à Galveston, comme confisqué de l'Etat, accepté pour l'Etat par le gouverneur Allen, pendant qu'il exerçait ses fonctions, est référé provisoirement vu qu'il est référé cette partie du message du gouverneur relative par ordre d'Etat.

M. Hunt présente un bill pour protéger contre l'envahissement des terres d'alluvion situées à l'est de la rivière Rouge, et à l'ouest du Bayou [illegible] [illegible] terres par levées.

M. Flood, du comité élu pour faire la [illegible] des cadavres et des prisonniers [illegible], rapporte un bill ordonnant les opérations [illegible].

Le secrétaire du Sénat et M. Southack de la Chambre, sont [illegible].

Assistant-trésorier du Sénat $12 00 par jour.

Assistants-greffiers de la chambre, $10 00 par jour chacun, durant la session.

Quatre messagers pour les deux chambres, $8 00 par jour chacun, durant la session.

Deux pages d'arbres des deux chambres, $7 par jour chacun, durant la session.

Trois pages par jour chacun, durant la session.

Le comité pour les corrections $6 par jour chacun durant la session.

Le comité pour les élections $6 par jour chacun durant la session.

Le comité pour les chemins, ponts et levées, qui devra rapporter un bill pour le salaire des officiers et employés pour la session extraordinaire, n'a rien demandé qu'une loi existante a fixé leur salaire pour les sessions régulières.

Une communication du gouverneur adressée à la Chambre contient une dépêche télégraphique de M. Nicholas Hatton, représentant le 1er congrès district de la Nouvelle-Orléans, datée du 3 courant, et dit que le nombre des membres républicains avait résolu de refuser au comité sur la vérification des pouvoirs les demandes d'admission des membres du Sud.

M. Durell propose de retirer du comité spécial chargé de la résolution jointe du Sénat les républicains et Jackson, membres de ce comité s'opposent à la motion comme étant discourtoise en quelque sorte pour le comité. [illegible] propose la motion de [illegible] [illegible] [illegible]